

# Célébrations au rabais ou le déclin du sentiment patriotique

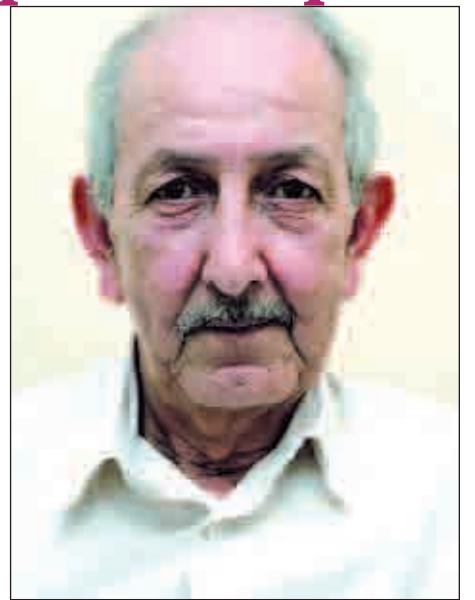
Il y a 3 ans, l'Algérie célébrait un demi-siècle de souveraineté. L'on se souvient aussi que l'évènement fut un triste bide en dépit de l'importance du symbole qu'il représentait. C'est que l'opportunité d'une date, clôturant un cycle historique, n'avait pas été mise à profit par le biais de travaux critiques relatifs à la longue marche du pays. On lui préféra même le recours à la glorification mensongère alors que la notoriété de l'Algérie s'est toujours traduite par le caractère tourmenté de son passé et les haines recuites des acteurs politiques se faisant une guerre sans merci durant cinq décennies (1962 à ce jour). En somme, il y avait matière à examiner sans concessions les différentes séquences relatives aux multiples prises de pouvoir afin de mettre en relief, à la fois, la permanence de la culture putschiste et le caractère factice de la totalité de nos scrutins électoraux. C'était d'ailleurs là que des sujets majeurs qui n'avaient été qu'effleurés «localement», alors qu'ils suscitèrent une importante bibliographie éditoriale en France, notamment. Or, trois années plus tard, le recours à la démagogie est toujours à l'usage chez les mémorialistes fonctionnarisés qui préfèrent louvoyer avec la réalité en accordant une importance surfaite aux rares succès engrangés en 50 ans par l'Algérie.

Rien donc n'a changé dans la manière officielle de braquer les projecteurs sur les pans de l'histoire récente. Car le désir de la falsification des faits demeure la seule échappatoire aux réquisitoires des historiens scrupuleux. Pourtant jadis, Mostefa Lacheraf mit en garde le personnel politique contre cette propension à la «sentimentalité parfois bêtante» qui tourne le dos à la véritable décantation historique. La fameuse mise à jour permanente grâce à laquelle le roman national est appelé à «survivre et perdurer», ajoutait-il.

Dans le droit fil de sa pensée, il posait, en ce temps-là déjà, la question du rapport des générations montantes à l'histoire du pays. A ce sujet, il conseillait d'en finir avec, entre autres, «la démesure pseudo-héroïque et le recours aux seuls mythes avantageux» qui agacent plus qu'ils n'édifient la jeunesse et la détournent une fois pour toutes de l'héritage national qu'il soit proche ou lointain. Bien que datant de 1985, l'appel de Mostefa Lacheraf demeure à ce jour ignoré par les dirigeants qui se sont succédé. Lesquels tout en s'accommodant des momifications historiques, n'ont pas hésité à s'imiter dans l'usage des subterfuges relatifs à la personnalisation de la geste héroïque. C'est ainsi que des biographes véreux ont raconté

des existences imaginaires au profit de leurs commanditaires d'où l'on pouvait apprécier le recours abusif à des légendes.

Même les repères du calendrier national y ont subi cette altération des sens qui furent les leurs. Sans que l'on sache comment la date du 5 Juillet fut quasiment sortie de la narration du roman national, l'on peut par contre reprocher à la plupart des régimes, ayant gouverné le pays, de ne s'être pas inquiétés de sa démonétisation. Et surtout encore de n'avoir manifesté aucun intérêt à replacer cette date de référence dans la centralité de nos célébrations, à égalité avec le 1<sup>er</sup> Novembre. C'est qu'en l'espace de 53 années, cette journée est passée de l'exubérance populaire à l'insignifiance la plus ennuyeuse. De réclusion mémorielle en enfouissement délibéré, elle n'est précédée d'aucune mobilisation et moins encore de signaux distinctifs émanant de la maison du pouvoir. Rien si ce n'est une corvée protocolaire vite expédiée. C'est dire qu'en matière d'engouement patriotique, ce n'est pas du côté des chaudières qu'il faut aller tisonner pour ranimer la flamme identitaire. Car, en fin de compte, ce sont généralement les populations seules qui vouent au culte des souvenirs (et par conséquent à leur célébration) un intérêt primordial. Existentiel dirons-nous. Perçues comme les antidotes à la dissolution de la communauté, les dates fonctionnent comme des vigies. Celles qui indiquent les socles sur lesquels ont été érigées les règles du «vivre-ensemble». En clair, il n'existe guère de nations sans référence à la règle d'un «destin commun» qui leur sert de liant. Or, parmi la cohorte des sociétés martyrisées tout au long de leur histoire, l'Algérie est de celles qui portent en elles les stigmates les plus marqués. Autant souligner qu'elle avait moins de droits que d'autres de solder les résistances du passé au



Par Boubakeur Hamidechi  
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

prétexte que même les pages de l'Histoire ne devraient pas empêcher l'oubli de faire son œuvre ou l'amnésie, par conséquent, d'être considérée à son tour comme une «hygiène» des nations.

L'Algérie ne saurait être dans ce cas. Car elle n'a, pour se souvenir d'elle-même, que ces dates commémoratives autour desquelles s'est forgée une identité nationale séculairement niée par la colonisation. Or, l'insignifiance avec laquelle est célébrée la fête de l'Indépendance montre bien que la pente de la décadence est bel et bien entamée. Dès lors que le roman national n'inspire même plus de la joie chez la jeunesse, il faut donc commencer par craindre que dans peu de temps, émergera une génération qui ne saura plus indiquer la date de naissance (ou bien de renaissance ?) de ce pays.

B. H.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
E-mail :  
[info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

**REJOIGNEZ L'ÉQUIPE DU SOIR D'ALGÉRIE**  
**VOUS ÊTES JOURNALISTE CONFIRMÉ(E) ?**  
**VOUS SOUHAITEZ DÉBUTER**  
**DANS CETTE MAGNIFIQUE PROFESSION ?**  
**Envoyez votre CV à : [lesoirdalgerie@yahoo.fr](mailto:lesoirdalgerie@yahoo.fr)**  
**Il sera exigé une maîtrise parfaite**  
**de la langue française, le sens de l'initiative**  
**et une disponibilité totale.**

**POUSSE AVEC EUX !**

**Par Hakim Laâlam**

**[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)**  
**[@hakimlaalam](mailto:@hakimlaalam)**



*De Ben M'hidi à Saâdani, de l'épopée au vaudeville !*

Sellal en visite ce samedi, 4 juillet, à Alger. Je me demande qui sera à...

... L'aéroport Houari-Boumediène pour l'accueillir !

Quand j'entends les gentils députés du FLN et des «experts» de la finance qui ont concouru 60 ans durant à nous mener au désastre économique actuel nous assurer en chœur et la bouche en cul-de-poule qu'il est impossible de mettre en œuvre l'obligation du chèque dans les transactions à seuil supérieur à un million de dinars, j'ai l'impression de relire l'épopée d'Hercule. Je replonge dans son parcours à douze étapes chacune étant ponctué par un travail à accomplir avant de passer à l'étape suivante. Je m'attendrais presque à ce que l'on compare cette décision de Benkhalfa à la mer Méditerranée que nous devrions boire en entier, en commençant par les endroits les plus pollués, style aux abords des raffineries d'Arzew et de Skikda. Et depuis que le ministre des Finances a dit «le chèque, on y va !» une forêt de bras s'est levée pour crier à l'insensé, au sacrilège et à la déraison. Tout ça asséné dans un bled où, un jour, un 24 février 1974, un mec au regard fiévreux, les traits émaciés, les mains noueuses et nerveuses et la moustache dressée en ordre de bataille, a déclaré : «Nous avons décrété la nationalisation des hydrocarbures !» Je pose alors la question : l'Algérie de 1974 était-elle mieux préparée à nationaliser son sous-sol que l'Algérie de 2015 à recourir au chèque ? Tu sais

bien, ce rectangle de papier sur lequel il te suffit de griffonner ou de faire griffonner par n'importe qui autour de toi, quelques lettres, un chiffre, un nom, ou juste la mention «moi-même» pour transactionner ? Du jour au lendemain, un homme, bon ou mauvais, visionnaire ou pas, je refuse d'entrer dans ce débat-là aujourd'hui, a cependant eu la «hardiesse révolutionnaire» de renverser la table des convenances internationales et des rapports de force pour installer la souveraineté algérienne sur son sol et en dessous. Et nous y sommes allés ! Tous ! Comme un seul homme. Ou presque. Parce que j'ai tout de même souvenance des résistances. Des résistances qui soulignent d'ailleurs mieux l'évolution dégradée du FLN. Le Front a accompagné Boumediène dans son acte «fou» de 1974. Il a épousé la reconquête totale de nos biens apparents et enfouis. Son descendant de 2015, celui de Ammar Saâdani, ferraille autour d'enjeux visiblement plus «historiques», plus «stratégiques» que la nationalisation des hydrocarbures : le chèque vs la ch'kara, hachakoum ! Une évolution que mon souci de la caricature avéré et revendiqué me fait représenter par cette simple et triste parabole : du FLN de Ben M'hidi au FLN de Saâdani. Le glas lui-même ayant été vendu, bradé, ne sonne plus alors pour nous que la derbouka et le bendir. Dansez braves gens ! Chantez ! L'épopée de 1974 s'est transformée en vaudeville de 2015. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.